



Une vraie démocratie européenne

Par **STEFAN COLLIGNON** Professeur d'économie politique européenne

Il se peut que par la nomination d'Emmanuel Macron, un ancien banquier, comme ministre de l'Économie François Hollande ait trouvé une solution pour sortir la France de la crise à court terme. Mais il faut donner crédit à Arnaud Montebourg d'avoir mis en évidence la contradiction entre l'État-nation démocratique et la gouvernance actuelle de l'Union européenne. La crise politique en France est un signe que le régime politique européen n'est pas durable. Soit l'Europe éclatera (la solution du Front national), soit la V^e République se transformera en VI^e République qui, pourtant, devrait faire partie

Ce que fait un gouvernement affecte les citoyens d'autres pays. Le grand marché intérieur et l'euro ont créé des biens et intérêts communs.

intégrante de la République européenne. Les débats sur la politique économique se cristallisent autour de deux idées : austerité et compétitivité. Les uns disent que seules les entreprises compétitives peuvent créer des emplois, ce qui nécessite une réduction des coûts et une épargne accrue par les ménages et par l'État afin de libérer des ressources pour l'investissement. Les autres insistent que les entreprises ne vont pas investir et embaucher s'il n'y a personne pour acheter les biens produits. Ils proposent alors de stimuler la demande intérieure par une réduction des impôts, un endettement accru de l'État, et une réduction des taux d'intérêts. François Hollande a manœuvré entre ces deux lignes, sans grand succès. Parce que l'Europe n'est pas politiquement intégrée, nous avons tendance à penser que les États membres sont des unités séparées qui peuvent décider leurs politiques de façon autonome. Mais économiquement, c'est faux ! Ce que fait un gouvernement affecte les citoyens d'autres pays. Le grand marché intérieur et l'euro ont créé des biens et intérêts communs qui concernent tous les citoyens européens dans leur ensemble. Par conséquent, les citoyens européens devraient aussi choisir ensemble entre les grandes orientations des politiques qui les affectent. Face au danger déflationniste, une politique macroéconomique plus stimulante est nécessaire. Mais dans un marché intégré par une monnaie unique, la relance de la demande nationale est largement absorbée par les voisins. Le déficit français profite à l'Allemagne. La relance devait donc être européenne, mais elle est bloquée par le veto d'une minorité de gouvernements conservateurs. La Banque centrale européenne (BCE), indépendante, approvisionne déjà amplement l'ensemble de la zone euro avec la liquidité, mais la politique budgétaire reste sous contrôle des États membres qui ont leurs intérêts partiels et ne peuvent jamais parler au nom de tous les Européens. Si la route vers la relance européenne est bar-

rée, les États peuvent améliorer leur compétitivité et attirer des investissements venant d'autres pays. Cela crée une dynamique où les attentes des marchés s'autorealiment. Ainsi, pendant la première décennie de l'union monétaire, les pays de l'Europe du Sud ont bénéficié d'un afflux de capital énorme à cause du boom engendré par la baisse des taux d'intérêt qui se sont alignés au niveau allemand, alors que l'Allemagne elle-même stagnait. Ce boom s'est terminé avec la crise financière et les liquidités de la zone euro ont dû trouver une alternative. Suite aux réformes du chancelier Schröder, l'Allemagne semblait plus compétitive et le boom s'est déplacé vers les États-Unis. Or, cette dynamique est en train de s'estomper. Les investisseurs se plaignent du nouveau salaire minimum et de la réduction de l'âge de la retraite. Bientôt les marchés financiers chercheront une alternative à leur placement en Allemagne. Mais où se dirigeront-ils ? Une possibilité sera l'Italie ou Matteo Renzi conteste la III^e République. Pourtant, la

France est structurellement dans une meilleure position, même si, politiquement, son gouvernement inspire peu confiance. Dans ce contexte, la nomination d'Emmanuel Macron comme ministre de l'Économie pourrait s'avérer comme un atout, puisqu'il devrait rassurer les investisseurs et ainsi faire démarquer un boom d'investissement. À court terme, cela pourrait sauver son président. Néanmoins, son prédécesseur, Arnaud Montebourg, a démontré une faille importante dans la gouvernance européenne : on ne peut plus changer de politique. François Hollande a été élu en proposant une nouvelle politique. Il a échoué à la mettre en place, car pour en finir avec l'austerité, il faut un consensus entre chefs d'État européens, dont une petite minorité peut toujours bloquer le changement. Le Président est revenu aux réalités, Montebourg a souligné que la démocratie n'a plus de sens si les élections ne peuvent pas changer les grandes orientations politiques. Le système actuel engendre la contestation populiste et finira par détruire l'édifice européen, sur lequel notre prospérité est fondée. Le problème de fond est que le système politique intergouvernemental avec des États autonomes n'est plus adapté à la réalité d'une économie européenne intégrée. Il faudra que les orientations des politiques qui concernent tous les citoyens européens puissent être décidées à travers des élections européennes et pas nationales. La solution est une véritable démocratie européenne au-delà des gouvernements nationaux. J'appelle cela la République européenne (1). Arnaud Montebourg nous a alertés que la V^e République est devenue dysfonctionnelle. Mais la VI^e République, qu'il appelle, doit être cohérente avec les exigences d'une démocratie européenne. De cette seule façon, les Français pourraient continuer à vivre en prospérité et en paix avec leurs voisins. C'est aussi un beau combat pour la gauche en Europe.

(1) Voir « Pour la République européenne » par Stefan Collignon et Christian Paul (Océlide/Jacob)

Le mythe de la VI^e République

Le serpent de mer est de retour. Comme toujours lorsque la gauche au pouvoir est en difficulté, jamais elle ne l'a été à ce point sous la V^e République, le mythe d'une VI^e République resurgit et si les institutions actuelles portaient une part de responsabilité dans les malheurs de la majorité ? Et si l'hégémonie présidentielle rendait le chef de l'Etat dramatiquement sourd aux revendications ou aux propositions des valeureux parlementaires de son bord ? Et si le palais de l'Élysée isolait son hôte, entravait les ministres, ignorait les élus, oubliait les électeurs, négligeait les militants ? Le spectre éternel du pouvoir personnel rôde de nouveau à gauche. Jean-Luc Mélenchon part donc en croisade pour une VI^e République, celle là même qu'avait naguère dessinée Arnaud Montebourg. On imagine déjà le scénario devastateur que cela annonce. Les écologistes pestent à haute voix contre une Constitution autoritaire. Les frondeurs tentent de démontrer que les députés doivent peser davantage, ils rêvent même de faire plier le gouvernement et de remettre de force François Hollande sur ce qu'ils estiment être le bon chemin. Tout va mal sur le terrain économique et social, il devient donc



Par ALAIN DUHAMEL

depuis 1958, que ce soit par le Parlement, par le Conseil constitutionnel, par la Cour des comptes ou par les citoyens. Face à la crise économique, l'exécutif ne souffre donc pas d'un excès de poids mais, au contraire, d'une insuffisance pondérale. Le fantôme de la VI^e République n'est pas seulement anachronique, il apparaît paradoxal, artificiel et ne pourrait qu'ajouter une crise à la

POLITIQUES

Face à la crise économique, l'exécutif ne souffre pas d'un excès de poids mais d'une insuffisance pondérale.

urgent pour les partisans d'une VI^e République de rouvrir le chantier institutionnel. Que cela ne soit pas le sujet est pourtant l'évidence. La France ne souffre pas d'un excès de pouvoir présidentiel mais au contraire d'une faiblesse visible de ce pouvoir présidentiel, d'une emprise nettement insuffisante sur la réalité économique. L'illusion d'une présidence normale est totale. Le chef de l'Etat concentre-t-il trop de pouvoir au détriment du Premier ministre ? Manuel Valls démontre le contraire. Les parlementaires sont-ils étouffés, asphyxiés ? Pas du tout. Ils pesent lourd sur ce quinquennat, comme toujours lorsque la majorité est étroite. On se retrouve à la situation qu'avait connue Michel Rocard, Premier ministre de 1988 à 1991. Elle est inconfortable, gerable, démocratique. La réforme constitutionnelle de Nicolas Sarkozy (2008), à l'époque vilipendée par la gauche, a d'ailleurs effectivement accru les pouvoirs du Parlement. Jamais le pouvoir exécutif n'a été aussi contrôlé

depuis 1958, que ce soit par le Parlement, par le Conseil constitutionnel, par la Cour des comptes ou par les citoyens. Face à la crise économique, l'exécutif ne souffre donc pas d'un excès de poids mais, au contraire, d'une insuffisance pondérale. Le fantôme de la VI^e République n'est pas seulement anachronique, il apparaît paradoxal, artificiel et ne pourrait qu'ajouter une crise à la crise. Le comble vient cependant de la droite et même, spécifiquement, d'une fraction de la droite gaulliste. Depuis quelques jours, elle entonne de plus en plus fort le grand air de la dissolution. Puis que le chômage continue à augmenter, que la croissance est nulle, que l'élaboration du budget devient chaque semaine un exercice plus monstrueux, il faut donc retourner devant les électeurs. Logique de régime typiquement parlementaire qui revient à refuser au pouvoir légitime ce dont il a, particulièrement en période de crise, le plus grand besoin : la durée et la stabilité. On peut certes regretter que la clarification de la ligne économique de François Hollande ait pris deux ans. On peut évidemment s'interroger sur l'amplitude et la vitesse d'application des nouvelles décisions. On ignore les chances de réussite de la nouvelle économie politique. En revanche, s'il existe une certitude, c'est que sans durée elle n'a aucun espoir d'atteindre ses objectifs. Or, la stabilité du pouvoir exécutif constitue la colonne vertébrale de la V^e République. Que les héritiers du gaullisme la remettent en cause, c'est abjurer leurs propres convictions, leur propre identité. Pure, bien pure : plusieurs dirigeants de l'UMP, au premier rang desquels François Fillon et Xavier Bertrand, tous deux candidats à l'investiture présidentielle pour 2017, ont pris publiquement position contre toute hypothèse de cohabitation. Préconiser une dissolution et refuser la cohabitation, cela revient à exiger la démission du président de la République. Sous la III^e République, ce fut le châtiement de Jules Grévy et d'Alexandre Millerand. Sous la V^e République, cela revient à vouloir inaugurer l'instabilité présidentielle, l'exact contraire de l'esprit des institutions. Pour des gaullistes, cela s'appelle une apostasie. Comme si à gauche (par idéologie archaïque) ou à droite (par pulsion politicienne), certains oublièrent que la Constitution reste le principal atout, peut-être le seul rempart face à la crise